

coup, les choses se passent parfois de façon un peu chaotique. Mais elles se passent. » Une précision importante, qui échappe parfois aux travailleurs sous statut précaire : les syndicats de la fonction publique (la CGSP, mais également la CSC Services publics et la SLFP) n'ont pas autorité pour se mêler des compétences de l'agence Randstad, par exemple, laquelle est une boîte privée. Leur marge de ma-

noeuvre concernant les intérimaires est donc limitée.

Cela dit, et parce que terminer sur une note positive est toujours encourageant : en octobre 2016, après une nouvelle mobilisation spontanée du personnel (ces AG « spontanées » ont rassemblé parfois plus de 400 personnes), un nouveau protocole d'accord a assoupli (et objectivé) les conditions d'ancienneté et de volume

d'heures de travail donnant accès à un poste de travail contractualisé. Trente-cinq intérimaires ont bénéficié de ce mécanisme.

Le chemin sera sans doute encore long pour les intérimaires, mais il y a un chemin. En tout cas, on veut y croire. □

(1) Source : *Journalistes*, juillet-août 2014- n°61

Depuis douze ans sur un siège éjectable

Miguel est entré à la RTBF en 2005. En bas de l'échelle des métiers techniques. Il s'est formé et, aujourd'hui, il occupe un poste à responsabilité. Seul son statut n'a pas changé...

Inès Marty (CSCE)



Grand et baraqué, Miguel (46 ans) a le physique de ses premiers boulots à la RTBF, qu'il a intégrée après avoir travaillé une dizaine d'années à l'usine, en tant que peintre en charpente. Sa carrière dans la radiotélévision publique, il l'a commencée en 2005, en jouant le « gros costaud des plateaux » : en tant que machiniste, il a d'abord fabriqué les plateaux de télé et meublé les studios, monté les décors, les gradins, les cabines. Il a ensuite été câbleur : celui qui suit les caméras à l'épaule en portant les câbles, de manière à ce que le cadreur ne soit pas gêné dans ses mouvements. Un job de « mandaille » qui exigeait une disponibilité extrême, une flexibilité de tous les instants : « Il m'est arrivé de travailler dix-huit heures d'affilée, sans avoir le temps de manger. » La vie sociale et familiale est difficile à organiser : « On t'appelle pour te demander de travailler le lendemain, voire le jour même. Et tu y vas : trop peur de ne plus être appelé. Autrement dit, la vie en-dehors de la RTBF passe souvent à la trappe. »

Mais Miguel acceptait tout ça d'autant plus volontiers que des collègues – et des chefs – bien intention-

⇒ nés lui répétaient à l'envi que « moi aussi, j'ai commencé comme pigiste ; accroche-toi, un jour tu l'auras, ton contrat ». Et puis, il y avait l'ambiance. Une sacrée bonne ambiance. « Après chaque journée, après chaque tournage, toute l'équipe se retrouvait autour d'un verre. Maintenant, tout ça, c'est terminé. Les gens n'ont plus la possibilité de se côtoyer, les bureaux des uns sont inaccessibles aux autres, et les gardes Securitas veillent au grain : si tu es surpris à te balader là où tu n'es pas censé être, simplement pour retrouver des copains et des collègues, tu es poliment invité à faire demi-tour. »

L'histoire d'une passion, et d'une vie

Aujourd'hui, il occupe une fonction (« Ne dites pas laquelle, parce que je serais trop facilement reconnaissable ») qui exige moins de muscles, sans doute, mais qui est aussi plus sensible, avec beaucoup de responsabilités. Il enchaîne les semaines de cinquante heures, toujours sous contrat intérimaire. A la question de savoir s'il a encore l'espoir, après toutes ces années, d'obtenir un jour

le fameux sésame, à savoir un CDI, il répond, avec un soupir : « Si je postulais au montage, j'aurais des chances : la RTBF est en manque chronique de monteurs. Mais pour cela, il faudrait que je me familiarise de nouveau avec les techniques du montage pendant un ou deux mois,

toire de ma vie... »

Miguel, d'ailleurs, s'estime heureux de ne pas avoir été contraint, jusqu'ici, à abandonner le job et le milieu qu'il aime, malgré les difficultés : « Des collègues ont dû abandonner la RTBF, malgré leurs piges régulières depuis des années, parce

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond. »

et que je fasse ça en plus de mon boulot actuel. Honnêtement, je n'en ai pas le courage. Je suis vidé. »

Pourquoi, dans ces conditions, reste-t-il à la RTBF ? « Je gagnerais moins au chômage : ici, je me fais environ 1.750 euros par mois. Et puis, la solitude du chômeur, les affres de la chasse aux chômeurs, tout ça, franchement, pfff... Mais, surtout, si je reste, c'est parce que j'aime mes collègues, et j'aime mon boulot. Mes collègues et ma passion, oui, c'est l'his-

que l'Onem les a obligés à accepter un autre boulot, sous peine de perdre leur complément de chômage. » Certains jettent le gant lorsqu'un enfant naît : « Là, le besoin de stabilité devient impérieux. »

On peut espérer qu'après tant d'années, Miguel, lui, soit au moins rassuré sur la...pérennité de son job d'intérimaire. « Pas du tout ! La RTBF est en pleine restructuration, tout le monde doit faire de tout et, désormais, d'autres peuvent réaliser mon

« On donne de l'espoir aux gens, »

Mélanie travaille dans la rubrique Culture d'un grand quotidien francophone. Un chouette boulot, que beaucoup lui envie. Sauf qu'elle est pigiste. Et que c'est la galère. Rencontre.

Interview réalisée par Inès Marty (CSCE)



Mélanie, pas encore la trentaine, irradie. Sa voix chante – révèle un soupçon d'accent français – et son ton est posé, presque doux, sauf quand elle s'emballa sous le coup d'une colère trop longtemps contenue. Ses grands yeux bruns brillent de la passion et de la curiosité de ceux qui font ce qu'ils aiment. Depuis cinq ans, elle travaille comme journaliste « culture » dans un grand quotidien francophone.

Ce qu'elle aime, dans ce job ? (Presque) tout. Exercer une activité « artistique », créative, intellectuelle, qui lui permet d'être au quotidien en contact avec des gens passionnants,

boulot. Un jour, on pourrait très bien me dire qu'on n'a plus besoin de moi, qu'un autre va me remplacer. »

Le rôle important de l'action collective

Miguel a, depuis toujours, la fibre sociale et militante. Il est syndiqué de longue date au syndicat socialiste. « Au début, le combat syndical en faveur des pigistes était surtout formel – la délégation se contentait de réclamer la transparence sur le nombre des pigistes, alors qu'il suffisait de se balader dans les couloirs pour avoir une idée de l'ampleur du phénomène –, et on se sentait peu concerné par leurs autres revendications. Ensuite, de nouveaux délégués sont arrivés, et ils ont mis la précarité dans la liste de leurs revendications. Au printemps 2015, on a organisé une action devant les bureaux de la direction, à Reyers. Plus de 200 personnes ont pris congé pour participer à cette action de la CGSP wallonne, et on a réalisé une vidéo très réussie sur le sujet : par un tour de passe-passe, un "magicien" y fait disparaître les CDI et les CDD pour leur substituer des contrats intérimaires (1). Le sujet est

tellement sensible à la RTBF que les techniciens sont capables de déposer leur caméra, leur micro et leurs câbles comme ça, en dehors de tout préavis de grève. La veille de l'action, la direction annonçait zéro engagement, non négociable. Deux jours plus tard, une dizaine de CDI sont tombés...

Aujourd'hui, les syndicats mettent en avant les pensions et les salaires exorbitants des mandataires, et je trouve ça juste. Mais nous, les pigistes, nous sommes encore nombreux, et cela reste un sujet mobilisateur.

La souffrance des pigistes

Cela dit, la précarité de leur emploi ne favorise pas l'engagement individuel des intérimaires : « Quand on s'expose, quand on l'ouvre trop, on se met clairement en danger. Le simple fait qu'une délégation syndicale cite ton nom au conseil d'entreprise suffit à te griller auprès de la direction. Je pense notamment à Sarah. Il y a eu une offre de CDI pour une fonction de scripte, elle s'est présentée. C'est une autre qui a eu le poste. Pourtant, Sarah était là depuis bien plus long-

temps (plus de dix ans), et elle avait prouvé mille fois ses compétences et sa motivation. La direction a refusé de justifier son choix... Sarah en a eu marre et elle est partie. Son nom avait, à de nombreuses reprises auparavant, été cité par les syndicats en conseil d'entreprise... »

« Dites, est-ce que je peux citer les noms de mes camarades qui vivent la même situation que moi, et qui sont de super collègues ? Je ne suis pas tout seul, vous savez ; il y en a qui sont encore bien plus mal lotis que moi. Je pense à Fabrizio, à Yves, à Maria, à Mathieu, Popol, Maud et Max, Pierre, et j'en oublie sûrement. Des gens chouettes, qui bossent avec passion. Et qui souffrent. »

« Une bonne part de la souffrance des pigistes vient du fait qu'on ne fait pas vraiment partie de l'entreprise, alors qu'on se donne à fond, et qu'on fait le job avec les mêmes personnes pendant des années. Tous ces liens peuvent être arrachés comme ça, du jour au lendemain, et sans justification. Et ça, c'est très dur... » □

(1) https://www.facebook.com/pg/CGSP-IRW-RTBF-473326232772840/videos/?ref=page_internal

et puis on les lâche »

parfois célèbres, sûrement enrichissants. S'immerger dans les derniers livres parus, assister aux avant-premières ciné, aux répétitions générales de théâtre, se presser aux concerts, aux expos, courir les festivals, et puis partager ses émotions grâce à l'écriture. La culture est pour elle, comme le disait joliment Georges Duhamel, « ce qui fait d'une journée de travail une journée de vie ».

« Wouah, quelle chance que tu as ! » Combien de fois n'a-t-elle pas entendu cette réflexion de la bouche de ses amis qui, au même âge, gagnent trois ou quatre fois plus qu'elle dans la publicité, l'informatique ou la communication ! La chance ? Celle de faire un boulot très, très chouette, et qui justifie bien quelques sacrifices. Sauf que...

Sauf que Mélanie est journaliste indépendante. « Pigiste », comme on dit. Et qu'elle vit dans une précarité que le public, et certains de ses amis,

ne soupçonnent même pas. Elle s'en ouvre à *Ensemble !*

Ensemble ! Beaucoup de pigistes ont refusé de se laisser interviewer, de témoigner de leurs conditions financières – et de travail – scandaleuses, parce qu'ils craignent de se faire « repérer » et de perdre leur boulot. Ce n'est manifestement pas votre cas...

Mélanie : Je veux témoigner, je suis fâchée, déçue, triste. Les gens ne se doutent pas de ce que nous vivons, nous, les jeunes journalistes indépendants. A qui on fait miroiter un engagement « futur », « dès que les finances le permettront », et puis qu'on laisse sur le carreau, et que l'on utilise comme « bouche-trous perpétuels ». Mais je ne voudrais pas que mon témoignage apparaisse comme l'expression d'une frustration, ni comme un règlement de comptes à l'égard du journal pour lequel je

travaille. Je n'ai pas envie de cracher dans la soupe, mais je pense néanmoins que si l'on ne parle pas de nos conditions de travail, rien ne changera jamais.

Qu'est-ce qui vous fait craindre que votre témoignage puisse être interprété comme un « règlement de comptes » ?

Je me suis demandée, après avoir accepté cette interview, si je n'étais pas habitée par ce genre de tentation. Car, pour être honnête, je viens d'encaisser un choc. On m'avait fait des promesses d'engagement, que l'on n'a pas tenues. Mais c'est comme ça, dans ce milieu : c'est le jeu, et je le savais. J'y ai quand même cru, peut-être que je me suis voilé la face. Je donne tout, en tout cas le meilleur de moi-même, depuis cinq ans. J'adore ce boulot, donc je n'ai jamais pu dire « non » à un sujet qu'on me proposait. J'ai tout pris, car tout